



PROCES VERBAL DE LA REUNION **DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU MARDI 3 AVRIL 2018**

CONVOCATION

Le **27 mars 2018**, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le **mardi 3 avril 2018 à 19 h 30** en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

-Approbation des PV des réunions du 4 décembre 2017 et du 22 janvier 2018

FINANCES

- Débat d'orientations budgétaires (Commune et Services Publics de l'eau potable et de l'assainissement collectif)
- Bail du bureau de LA POSTE - Renouvellement
- Participation communale 2018 aux frais de séjours scolaires pédagogiques, culturels, linguistiques
- Programmation d'un spectacle d'opérette (comédie musicale américaine "SHOW BOAT") - Contrat avec l'association "Place à l'Opéra"
- Capture des chats errants - Convention avec la S.P.A. pour 2018

PERSONNEL COMMUNAL

- Création d'emplois pour avancement de grade du personnel communal et suppression des emplois vacants
- Création d'un emploi d'Adjoint d'Animation pour le service "Enfance-Jeunesse"
- Convention pour les examens psychotechniques groupés proposés par le Centre de Gestion pour l'année 2018
- Convention-cadre de partenariat avec le CNFPT PACA pour les formations 2018.
- Protection fonctionnelle sollicitée par les agents du service communal de l'urbanisme

DIVERS

- Approbation des statuts de la Communauté d'Agglomération "Provence Verte"
- Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations données par le Conseil Municipal

-Questions écrites

-Questions orales

PROCES-VERBAL

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, le **mardi 3 avril 2018**, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

A l'ouverture de la séance, le Conseil Municipal était ainsi composé :

Présents : MM. SAULNIER Bernard – TURINELLI Jacqueline - GAUTIER Rémi - DEBAQUE Christian - NAL André - VERDON Pierre - GAQUIERE Ingrid - MUNIER Denise - VERLAQUE Marie-Thérèse - BOSSUGE Brigitte - COLLAINÉ Olivier - CEMBRANI Romain - COEURDEUIL Yves – PAZ Aymeric - FOURNEL Gilles – LEBERQUIER Céline - DONADEY Sylviane - KINET Jean-Luc.

Absents excusés : MM. CULINATI Jean (pouvoir donné à Ingrid GAQUIERE) - BOULE AMPHOUX Isabelle (pouvoir donné à Pierre VERDON) - VERMENOUE Christine.

soit 18 présents et 3 absents excusés dont 2 ayant donné pouvoir, soit 20 votants.

A noter que M. CEMBRANI a quitté la salle au moment après la délibération sur le dossier concernant la convention avec le CDG 83. Il a donné pouvoir à M. André NAL.

Le nombre de présents a été alors de 17 et celui des votants a été maintenu à 20.

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité **Mme Jacqueline TURINELLI**, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance.

Monsieur LE MAIRE ouvre la séance et donne lecture de l'ordre du jour.

-Approbation des PV des réunions du 4 décembre 2017 et du 22 janvier 2018

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal des séances du Conseil Municipal des 4 décembre 2017 et 22 janvier 2018. Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ces documents.

Mme DONADEY : "Je m'abstiens d'une part sur la forme du PV du 4 décembre 2017 car j'estime que l'ordre du jour a été trop touffu et le projet de PLU a été noyé au milieu de tous les autres sujets abordés, alors qu'il méritait à lui seul qu'une séance du Conseil Municipal lui soit consacré. D'autre part je ne trouve pas très logique d'approuver un procès-verbal quatre mois après la séance concernée."

M. SAULNIER : Il est vrai que cette situation est anormale mais nous en avons expliqué à plusieurs reprises les raisons lors des précédentes réunions.

M. VERDON : "Je suis contre le PV du 22 janvier 2018 car j'étais absent."

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance du procès-verbal des séances du Conseil Municipal des 4 décembre 2017 et 22 janvier 2018

A l'unanimité,

moins 1 abstention de Mme Sylviane DONADEY pour le PV du 4 décembre 2017 et 1 CONTRE de M. Pierre VERDON pour le PV du 22 janvier 2018 car absent.

APPROUVE ce document.

FINANCES

- Débat d'orientations budgétaires (Commune et Services Publics de l'eau potable et de l'assainissement collectif)

Monsieur le Maire informe l'assemblée que, conformément à la loi d'orientation n° 92125 du 6 février 1992, relative à l'administration territoriale, il a été instauré, dans la démarche budgétaire, un débat d'orientations budgétaires.

L'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit la tenue obligatoire de ce débat, pour les Communes de plus de 3500 habitants, dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif.

Ce débat permet à l'assemblée délibérante de discuter des orientations budgétaires de l'exercice et des engagements pluriannuels envisagés, et d'être informée sur l'évolution de la situation financière de la Commune.

Le débat d'orientations budgétaires n'a pas, en lui-même, de caractère décisionnel.

Le débat d'orientations budgétaires 2018 s'est organisé autour des directions suivantes :

- l'état des finances à la clôture de l'exercice 2017,
- le contexte de la préparation du budget primitif 2018,
- les principales orientations pour le budget primitif 2018,

Cette délibération prend acte de la tenue du débat d'orientations budgétaires suivant :

M. le Maire donne la parole à Mme Valérie PLANTON du bureau d'experts-comptables "B.S.T." missionné pour la préparation des débats d'orientations budgétaires et des budgets 2018 pour la Commune et les Services Publics de l'eau potable et de l'assainissement collectif.

Mme PLANTON commente le diaporama projeté.

1 - Budget communal :

Section de fonctionnement :

A l'évocation de la politique de désendettement de la Commune amorcée par la Municipalité :

M. VERDON souligne que la prudence est de mise pour les années à venir car aujourd'hui la Commune est plus ou moins paralysée pour investir. Un nouvel emprunt présenterait un risque majeur.

Mme PLANTON confirme que la Commune a atteint un niveau d'endettement plafond ou quasiment. Elle souligne que pendant quelques années, le recours à l'emprunt n'a pas été acté car des excédents ont pu être reportés d'une année sur l'autre vu qu'aucun projet n'a été réalisé (pas de dépenses).

Mme DONADEY indique que la capacité de désendettement de la Commune (10 ans) flirte avec la limite de l'acceptable : "Elle ne devrait pas dépasser les 8 ans. Il faudra être particulièrement vigilant sur ce point".

M. KINET rappelle les récentes mesures gouvernementales visant à la suppression de la taxe d'habitation étalée sur 3 ans avec des exonérations prévues dès 2018. Il demande comment sera compensée cette perte de ressources pour les Communes ?

Mme PLANTON indique que le gouvernement va compenser les exonérations car l'Etat se substituera aux contribuables exonérés sur la base des impositions 2017.

M. KINET demande si cette compensation prendra en compte la hausse du taux de taxe d'habitation prévue pour 2018.

Mme PLANTON confirme que la compensation sera basée sur la base de 2017.

M. VERDON explique qu'un contribuable, payant jusqu'à maintenant 1.000 € de TH et exonéré à partir de 2018, paiera 100 € si la Commune augmente de 10 % sa TH. Il ajoute que si le contribuable constate une baisse de ses ressources, son imposition sera en baisse.

M. KINET demande sur combien d'années l'Etat s'est engagé à compenser la perte de ressources au niveau de la T.H.

Mme PLANTON indique qu'aucune limitation de durée n'est inscrite dans le texte de loi.

M. KINET souligne que cette précision importante n'est pas inscrite dans le R.O.B.

Mme PLANTON conteste et donne lecture du passage du document relatif à ce sujet en page 6.

M. KINET revient sur la perte de ressources qui impactera le budget des Communes.

Mme PLANTON récusé cette information en rappelant que l'Etat s'est engagé à verser une compensation aux Communes.

M. KINET répond que cette compensation ne durera que 3 ans, soit jusqu'en 2020.

Mme PLANTON indique que l'exonération est étalée sur 3 ans mais que la compensation de l'Etat n'a pas de date limite. En conséquence elle confirme que la Commune n'a pas à anticiper une perte de ressources à ce niveau pour les années futures.

M. PAZ revient sur l'endettement de la Commune et sur la capacité de désendettement de 10 ans, durée limite acceptable. Il demande si la situation financière de la Commune serait plus favorable aujourd'hui si la Commune n'avait pas emprunté 1.500.000 € pour l'achat du terrain CHABAS.

M. COLLAINÉ répond qu'évidemment la capacité de désendettement serait plus favorable sans cet emprunt.

Mme PLANTON souligne qu'en regard de cet emprunt le patrimoine foncier communal s'est accru.

M. COLLAINÉ confirme en précisant que le terrain a une valeur certaine.

M. KINET ajoute qu'en cas de revente pour la création d'un groupement d'habitations ou autres, la Commune pourra récupérer des recettes.

M. NAL confirme que ce terrain constitue une bonne réserve pour l'avenir.

M. VERDON insiste sur la nécessité de poursuivre une maîtrise ferme des dépenses dans l'avenir.

A l'évocation des charges de personnel

M. VERDON indique que la Commune est largement au-dessus de la moyenne de la strate avec 62 % des dépenses de fonctionnement pour les charges de personnel.

Mme PLANTON indique que la moyenne de la strate est de 441 € par habitant et que pour LE VAL le montant est de 425 € par habitant, donc inférieur. Elle souligne d'autre part que le pourcentage représenté par les charges de personnel varie en fonction de l'évolution des charges à caractère général. Elle explique que la maîtrise des dépenses de charges à caractère général entraîne leur baisse et donc un pourcentage plus bas par rapport aux dépenses totales de fonctionnement mais entraîne aussi par effet de levier une hausse du pourcentage des charges de personnel. Elle rappelle que ce sont des ratios qui sont inscrits au BP.

M. KINET s'étonne de ce pourcentage de 62 % car, dit-il, le Conseil Municipal n'a jamais voté pour une telle augmentation de cette dépense. Il précise que le montant voté par celui-ci chaque année au budget est constamment dépassé et ce dépassement est constaté par les élus lors de la présentation du compte administratif en fin d'exercice. Il s'inquiète de la façon de procéder de l'exécutif qui ne tient aucun compte du vote de l'assemblée et prend des décisions relatives au personnel communal tout au long de l'année qui implique ce dépassement. Il souligne que le pourcentage des charges de personnel est passé de 58 % en 2017 à 62 % en 2017. Il en ressort un problème de confiance dans l'exécutif. Il regrette également qu'aucun comparatif d'une année sur l'autre ne soit transmis aux Conseillers.

Mme PLANTON précise d'une part que le comparatif entre les charges de personnel d'une année sur l'autre figure toujours dans le ROB et d'autre part que le montant voté par le Conseil au budget de 2017 n'a absolument pas été dépassé bien au contraire, la Municipalité ayant donc bien respecté le montant voté. Elle indique que c'est le ratio en valeur brute qui a augmenté et rappelle que le vote du budget est effectué par chapitre.

M. COEURDEUIL demande de ne pas focaliser sur cette "augmentation" des charges de personnel et revient lui aussi sur l'effet de levier qui s'opère lorsque le pourcentage des charges à caractère général baisse car cela implique une hausse du pourcentage de celles concernant le personnel.

M. KINET indique que certes les charges à caractère général ont baissé vu que les travaux d'entretien des chemins ont été inexistantes en 2017 : "on a réduit nos dépenses certes, mais on n'a rien fait, aucun travaux d'entretien à tous les niveaux, ce n'est pas une économie. Par contre on pourrait lancer une politique d'économie au niveau du chauffage des bâtiments, de la climatisation (comme dans la mairie où tout est en fonctionnement sept jours sur sept..... idem pour les frais de téléphone, pour les négociations lors des appels d'offres, etc....."

A l'évocation des charges relatives aux autres charges de gestion courante :

M. VERDON demande comment est justifié l'augmentation de la contribution au SDIS qui augmente en 2018 d'environ 27 % par rapport à celle de 2017 qui avait déjà presque doublé comparativement à celle de 2016 : "quel est le mode de calcul et quels sont les arguments avancés par le SDIS ?"

M. KINET indique que l'explication donnée par le SDIS est que les modalités d'application ont changé et que de nouveaux critères ont été institués.

M. COEURDEUIL tient à souligner la disparité énorme entre les départements : "c'est le cœur du débat ! la volonté de l'Etat tend à la solidarité nationale : quand la région parisienne s'inonde tout le monde paie mais quand des incendies sévissent dans le Var, personne ne s'en inquiète. Les pompiers du Var sont des enfants gâtés notamment par l'attribution à l'année d'un véhicule de fonction. Pour en revenir à la contribution au SDIS, on remarque que certaines communes du bord de mer sont favorisées à l'encontre de petites communes de l'intérieur moins riches mais qui paient le prix fort. Certaines d'entre elles ont d'ailleurs porté l'affaire devant les tribunaux qui ont donné raison à plusieurs d'entre elles. On peut s'étonner alors de la position du Conseil Départemental qui tape sur la table pour imposer aux Communes de s'acquitter de leur contribution sans rechigner."

M. FOURNEL conseille de bloquer le montant de la contribution 2018 auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et d'intenter une action en justice.

M. COEURDEUIL demande que ce dossier soit étudié de très près avant toute action.

A l'évocation des charges relatives aux véhicules municipaux

M. VERDON demande si la proposition de renouveler le parc automobile communal en ayant recours au leasing est la bonne solution : "quel est le nombre de véhicules concerné par le renouvellement ? un étalement est-il prévu pour y procéder ? Je rappelle que cette année la Commission des Finances ne s'est pas réunie et qu'en conséquence nous n'avons pu discuter sur aucun point. Depuis un an, nous n'avons pas été réunis. Les réunions se font à 2 ou 3 personnes ce qui est inadmissible et contraire aux dispositions du règlement intérieur."

M. COLLAINE indique que la formule du leasing est envisagée pour le remplacement du véhicule de la Police Municipale, l'acquisition d'un camion plateau ainsi qu'un autre véhicule pour les Services Techniques. La dépense a été estimée à 13000€ pour l'entretien et la réparation du parc de véhicules de la commune, chiffre donné par la Responsable des ST. "Il s'avère que le leasing nous reviendrait moins cher". Il précise que le renouvellement se fera de façon échelonnée. Il soutient que la Commission des Finances a bien été réunie.

Il soutient que la Commission des Finances a bien été réunie et que le point du coût de l'entretien et de la réparation par rapport au leasing a été abordé lors de cette commission.

A l'évocation des produits des services

M. VERDON constate que le produit des taxes directes locales est équivalent au montant des charges de personnel. Il s'étonne de l'argument tendant à dire qu'on maîtrise les dépenses alors qu'on augmente les impôts.

M. COLLAINE rappelle que le recours à l'augmentation des impôts provient essentiellement du fait, d'une part que les ressources de la Commune, notamment les dotations de l'Etat, sont en forte baisse et d'autre part, que certaines charges (dont le SDIS) sont en forte augmentation. Il souligne que la maîtrise des dépenses ne peut être effective que sur les postes gérés directement par la Commune.

M. KINET demande comment est justifié le transfert des charges de personnel des budgets des services publics vers le budget communal.

Mme PLANTON évoque l'implication du personnel, notamment le service administratif, dans la procédure de délégation des services publics de l'eau et de l'assainissement en 2017.

M. KINET rappelle qu'un AMO (assistant au maître d'ouvrage) avait été missionné pour mener à bien cette procédure.

M. KINET s'insurge ensuite contre le transfert d'une partie de l'excédent d'exploitation des services publics de l'eau potable et de l'assainissement collectif vers le budget communal : "Aucun travail d'entretien des réseaux ou d'extension n'est réalisé depuis des années mais on ne pourra pas continuer ainsi encore longtemps. Les canalisations sont vétustes et sujettes à des fuites ce qui s'avère dommageable pour la nappe phréatique pour le réseau d'eau et pour l'environnement quand cela concerne le réseau d'assainissement. Alors, se priver de cet excédent de fonctionnement implique un non transfert vers l'investissement et donc le manque de ressources pour réaliser les travaux de chaque service. Et pour quelles raisons ces excédents devraient être affectés à des travaux de bâtiments ou autres qui n'ont rien à voir avec leur affectation initiale ? Si encore on affectait cet argent à l'amélioration du réseau pluvial (pour l'excédent d'assainissement), ce serait acceptable, mais pas pour financer n'importe quel autre projet du budget communal ! De plus, on en a pas discuté en Commission des Finances !"

Mme PLANTON répond que le C.G.C.T. prévoit ce transfert sans imposer une quelconque compétence particulière.

M. KINET la prie de vérifier ses informations avant de les attester. Il pense que le Trésorier va retoquer le budget communal. Il demande à Mme PLANTON de rester dans le cadre d'un conseil honnête auprès des élus. Il indique que la possibilité de reverser de l'excédent de fonctionnement du budget de l'assainissement vers le budget communal n'est permis que pour des travaux sur le réseau pluvial et pas pour n'importe quelle opération d'investissement.

Mme PLANTON revient sur les trois conditions cumulatives fixées par le Conseil d'Etat au reversement d'un excédent de fonctionnement d'un budget SPIC vers le budget principal de la commune de rattachement (CE, 9 avril 1999, Bandal):

- l'excédent dégagé au sein du budget SPIC doit être exceptionnel et ne saurait résulter de la fixation, à dessein, d'un prix trop élevé, destiné à faire financer par les usagers les dépenses du budget général de la collectivité de rattachement ;
- le reversement de l'excédent n'est possible qu'après affectation des plus-values nettes de cessions en investissement et après couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement ;
- enfin, le reversement n'est possible que si les excédents ne sont pas nécessaires au financement des dépenses d'investissement ou d'exploitation qui devraient être réalisées à court terme.

Elle confirme que l'équipe municipale considère que ces 3 conditions sont remplies pour chaque budget.

M. FOURNEL : "Pour ma part, je pense qu'on aurait dû débloquer avant ces montants excédentaires ; j'en parle depuis le début du mandat."

M. KINET : "Ces transferts sont essentiellement effectués par crainte de perdre cet argent lors du transfert de compétences à la CAPV !"

M. GAUTIER : "Le transfert de 1M€ des budgets des services publics de l'eau et de l'assainissement vers le budget communal n'impliquera-t-il pas l'impossibilité de réaliser des travaux sur les réseaux tels que ceux que nous avons prévus en début de mandat (restructuration du réseau et extension) ? Je rappelle que certains secteurs urbanisés ne sont pas desservis par le réseau d'assainissement collectif mais fonctionnent encore avec des installations autonomes (fosses septiques). Au PLU aussi des extensions sont prévues. Quel est le programme 2018 arrêté pour chaque service ?"

Mme PLANTON rappelle quelques chiffres des comptes administratifs 2017 notamment les excédents cumulés qui s'élèvent à 1.300.000 € pour l'eau et 940.000 € pour l'assainissement. Elle souligne que les excédents d'investissement subsisteront dans chacun des deux budgets et permettront la réalisation de travaux significatifs de réseaux et d'installations techniques.

M. KINET rappelle en effet que l'équipement du forage de Notre-Dame notamment doit être programmé au plus tôt.

M. GAUTIER convient que le reversement d'une partie des excédents s'avère urgent pour éviter de perdre cet argent mais il demande qu'une réunion soit programmée dans les prochains jours pour arrêter les modalités d'utilisation des fonds. Il demande une visibilité totale de cette répartition : "il faut qu'on sache quoi répondre aux administrés."

M. VERDON demande la programmation urgente de la Commission des Finances simultanément à celle des Travaux notamment.

M. KINET souligne qu'en l'absence de réunions communes, les demandes sont faites à l'Adjoint délégué qui répond qu'il ne peut rien décider sans l'avis de son collègue délégué à une autre fonction, etc. etc. : "on se renvoie les dossiers de l'un à l'autre et rien ne se fait. C'est une aberration !".

Mme LEBERQUIER : "Effectivement, je n'ai jamais été convoquée à une quelconque réunion de la Commission des Finances, je n'ai jamais reçu d'email à ce sujet."

M. COEURDEUIL : "Pourquoi tergiverser, les excédents sont importants et la loi permet le transfert vers le budget communal qui en a besoin pour réaliser le programme d'investissement 2018."

M. KINET demande si on peut envisager une baisse de la taxe d'assainissement de 30 % par exemple en compensation.

M. COEURDEUIL indique que la gestion des finances s'avère être une gestion démagogique et purement comptable quand on ne fait rien et on mène une gestion purement comptable au centime près. Soit on bouge et ça coûte de l'argent, soit, comme lors du mandat municipal précédent on ne dépense rien mais on ne fait rien non plus, même pas un trait de peinture sur la chaussée !"

M. VERDON indique que le plan comptable des communes (M14) et celui des services publics (M49) prévoient des dispositions comptables bien précises et que le truchement visant à transférer des crédits d'une opération à une autre ou d'un budget à un autre n'est pas très rigoureux.

Mme PLANTON confirme pourtant ces possibilités réglementaires.

M. KINET revient sur les travaux de réseaux à prévoir notamment pour les opérations de construction de 450 logements sociaux dans certains secteurs déterminés au PLU : "j'avais demandé dès le budget 2017 de confier à un bureau d'études un travail de recensement des besoins à venir en la matière et d'estimation des coûts, tout ceci pour prévoir l'évolution du village."

Mme PLANTON indique que dans le cadre de projets de constructions nouvelles une participation peut être demandée aux promoteurs ou aménageurs pour la réalisation de ce type de travaux. Elle précise d'autre part que la taxe d'aménagement des secteurs concernés peut également être majorée.

M. KINET demande qu'une étude soit menée sur les besoins de renforcement et d'extension de réseaux autant d'eau potable que d'assainissement en tenant compte des préconisations du PLU. Il souhaiterait un chiffrage et un descriptif afin de prendre en compte tous ces éléments pour l'élaboration des budgets, notamment quant au reversement des excédents sur le budget communal.

M. GAUTIER rappelle qu'une réunion a eu lieu précédemment avec la SEERC, délégataire des réseaux publics et M. Xavier GIRAUD pour la défense incendie pour travailler sur les extensions de réseaux à prévoir notamment pour la suppression des systèmes d'assainissement autonomes.

M. KINET indique que la Commission d'Urbanisme a déjà travaillé à ce propos lors des réunions sur le PLU et qu'un engagement a été pris sur les zones maintenues urbanisables pour les desservir en assainissement collectif. Il demande quelle sera la position de la Commune si elle n'a plus les fonds pour réaliser ces travaux.

M. PAZ demande si le reversement des excédents de fonctionnement des services de l'eau et de l'assainissement est urgent.

Mme PLANTON rappelle que sans ce reversement de 1M €, le programme d'investissement 2018 de la Commune est totalement remis en question pour les opérations les plus importantes comme la réhabilitation du Groupe Scolaire ou la construction du Centre Technique.

M. VERDON revient sur le mot fort employé par Mme PLANTON qui est : "la gestion des priorités" et approuve.

M. KINET demande si la taxe d'assainissement va baisser..... Il rappelle d'autre part que les problèmes d'hygiène et de salubrité ne sont pas réglés, que des fuites d'égout sont constatées et que les effluents s'écoulent dans l'environnement.

M. VERDON demande si des travaux sont prévus dans les secteurs où les constructeurs ont payé une taxe d'aménagement majorée et combien de temps a la Commune pour les réaliser.

Mme PLANTON répond qu'effectivement des travaux doivent être réalisés dans les secteurs concernés.

Mme GAQUIERE indique que seuls les secteurs à enjeux définis au PLU étaient concernés par la taxe d'aménagement majorée.

M. VERDON indique que certains quartiers étaient concernés en plus des secteurs à enjeux.

A l'évocation du programme d'investissement 2018

M. GAUTIER demande des précisions sur certains points du programme d'investissement de la Commune tels que les ralentisseurs (localisation) pour 40.000 € et la réhabilitation du foyer (travaux prévus) pour 80.000 €.

M. COLLAINE indique que les ralentisseurs prévus seront installés au niveau du parking à créer le long de la propriété VERLAQUE, chemin de Correns. Quant à la réhabilitation du foyer, cela consistera à traiter l'accessibilité des locaux, à rénover le rez-de-chaussée et à revoir la toiture de cette partie du bâtiment (environ les 2/3 de la salle). Il précise que ces travaux permettraient de gagner de la hauteur sous plafond et surtout de solutionner les problèmes de fuites.

M. COLLAINE revient aussi sur les travaux de construction d'un Centre pour les Services Techniques et précise que le financement doit être étudié.

M. PAZ demande s'il est judicieux de lancer les travaux de réhabilitation du Groupe Scolaire et de construction d'un Centre Technique.

M. VERDON donne la priorité au Groupe Scolaire.

M. COLLAINE précise que le chiffre correspond à l'estimation des travaux mais qu'il faut prévoir l'attribution de subventions. Il indique que dans un premier temps les études et les appels d'offres doivent être lancés et qu'ensuite une prospection auprès de certaines entreprises pouvant éventuellement financer la construction du bâtiment contre la mise à disposition des toitures pour des panneaux photovoltaïques par exemple.

M. FOURNEL intervient pour indiquer que le Conseil Départemental a alloué une subvention pour l'acquisition du terrain CHABAS en 2017 et que les travaux doivent donc démarrer avant 2019 car dans le cas contraire la Commune devra rembourser ladite subvention de 120.000 €.

M. SAULNIER précise que la subvention du Département était affectée à l'acquisition du terrain (qui a été officialisée) et ne concernait pas des travaux. Il demande à M. FOURNEL de ne pas avancer de fausses informations : "la subvention est définitivement acquise".

M. GAUTIER pense qu'il est hors de question d'endetter encore la Commune pour la construction du Centre Technique.

M. VERDON approuve.

M. SAULNIER rappelle la nécessité de faire un prévisionnel sachant que les études ne démarreront que dans quelques mois et que le projet en lui-même ne verra le jour qu'en 2019/2020.

M. GAUTIER propose que soient demandées aux entreprises qui ont l'habitude de monter ce genre de bâtiments quelles sont les possibilités de financement en contrepartie de la location des toitures. Il n'admet pas que la Commune doive payer une quelconque somme à un bureau d'études pour s'entendre dire simplement qu'elle a la possibilité de financer l'opération de telle ou telle façon.

M. PAZ demande si le transfert de compétences à la CAPV pour l'eau et l'assainissement est obligatoire ou bien si la Commune peut les conserver.

Mme PLANTON répond que la loi rend effectivement obligatoire ces transferts.

M. PAZ convient que si des travaux d'importance sont à mettre en œuvre pour les réseaux d'eau et d'assainissement, les budgets risquent d'être à court après les versements.

M. COLLAINE rappelle qu'il existe encore une bonne marge dans les deux budgets annexes et que cela va être démontré ensuite.

2- Budget du Service Public de l'Assainissement Collectif

Section d'exploitation

M. PAZ demande comment est positionnée la Commune quant au prix de l'eau soumise à l'assainissement par rapport aux autres communes de même strate.

Mme PLANTON répond qu'elle n'a pas l'information mais qu'elle peut se la procurer auprès de l'Agence de l'Eau.

M. KINET revient sur l'excédent moyen de 50.000 € par an signalé dans le ROB et demande si la baisse de la taxe ne devrait pas être conseillée à la Commune pour l'adapter aux travaux d'investissement.

Section d'investissement

M. KINET s'insurge ensuite contre le transfert d'une partie de l'excédent d'exploitation des services publics de l'eau potable et de l'assainissement collectif vers le budget communal : "Aucun travail d'entretien des réseaux ou d'extension n'est réalisé depuis des années mais on ne pourra pas continuer ainsi encore longtemps. Les canalisations sont vétustes et sujettes à des fuites ce qui s'avère dommageable pour la nappe phréatique pour le réseau d'eau et pour l'environnement quand cela concerne le réseau d'assainissement. Alors, se priver de cet excédent de fonctionnement implique un non transfert vers l'investissement et donc le manque de ressources pour réaliser les travaux de chaque service. Et pour quelles raisons ces excédents devraient être affectés à des travaux de bâtiments ou autres qui n'ont rien à voir avec leur affectation initiale ? Si encore on affectait cet argent à l'amélioration du réseau pluvial (pour l'excédent d'assainissement), ce serait acceptable, mais pas pour financer n'importe quel autre projet du budget communal ! De plus, on en a pas discuté en Commission des Finances !"

Mme PLANTON répond que le C.G.C.T. prévoit ce transfert sans imposer une quelconque compétence particulière.

M. KINET la prie de vérifier ses informations avant de les attester. Il pense que le Trésorier va retoquer le budget communal. Il demande à Mme PLANTON de rester dans le cadre d'un conseil honnête auprès des élus. Il indique que la possibilité de reverser de l'excédent de fonctionnement du budget de l'assainissement vers le budget communal n'est permise que pour des travaux sur le réseau pluvial et pas pour n'importe quelle opération d'investissement.

Mme PLANTON revient sur les trois conditions cumulatives fixées par le Conseil d'Etat au reversement d'un excédent de fonctionnement d'un budget SPIC vers le budget principal de la commune de rattachement (CE, 9 avril 1999, Bando) :

- l'excédent dégagé au sein du budget SPIC doit être exceptionnel et ne saurait résulter de la fixation, à dessein, d'un prix trop élevé, destiné à faire financer par les usagers les dépenses du budget général de la collectivité de rattachement ;
- le reversement de l'excédent n'est possible qu'après affectation des plus-values nettes de cessions en investissement et après couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement ;
- enfin, le reversement n'est possible que si les excédents ne sont pas nécessaires au financement des dépenses d'investissement ou d'exploitation qui devraient être réalisées à court terme.

Elle confirme que l'équipe municipale considère que ces 3 conditions sont remplies pour chaque budget.

M. GAUTIER : "Le transfert de 1M€ des budgets des services publics de l'eau et de l'assainissement vers le budget communal n'impliquera-t-il pas l'impossibilité de réaliser des travaux sur les réseaux tels que ceux que nous avons prévus en début de mandat (restructuration du réseau et extension) ? Je rappelle que certains secteurs urbanisés ne sont pas desservis par le réseau d'assainissement collectif mais fonctionnent encore avec des installations autonomes (fosses septiques). Au PLU aussi des extensions sont prévues. Quel est le programme 2018 arrêté pour chaque service ? "

Mme PLANTON rappelle quelques chiffres des comptes administratifs 2017 notamment les excédents cumulés qui s'élèvent à 1.300.000 € pour l'eau et 940.000 € pour l'assainissement. Elle souligne que les excédents d'investissement subsisteront dans chacun des deux budgets et permettront la réalisation de travaux significatifs de réseaux et d'installations techniques.

M. KINET revient sur les travaux de réseaux à prévoir notamment pour les opérations de construction de 450 logements sociaux dans certains secteurs déterminés au PLU : "j'avais demandé dès le budget 2017 de confier à un bureau d'études un travail de recensement des besoins à venir en la matière et d'estimation des coûts, tout ceci pour prévoir l'évolution du village."

Mme PLANTON indique que dans le cadre de projets de constructions nouvelles une participation peut être demandée aux promoteurs ou aménageurs pour la réalisation de ce type de travaux. Elle précise d'autre part que la taxe d'aménagement des secteurs concernés peut également être majorée.

M. KINET demande qu'une étude soit menée sur les besoins de renforcement et d'extension de réseaux autant d'eau potable que d'assainissement en tenant compte des préconisations du PLU. Il souhaiterait un chiffrage et un descriptif afin de prendre en compte tous ces éléments pour l'élaboration des budgets, notamment quant au reversement des excédents sur le budget communal.

M. GAUTIER rappelle qu'une réunion a eu lieu précédemment avec la SEERC, délégataire des réseaux publics et M. Xavier GIRAUD pour la défense incendie pour travailler sur les extensions de réseaux à prévoir notamment pour la suppression des systèmes d'assainissement autonomes.

M. KINET indique que la Commission d'Urbanisme a déjà travaillé à ce propos lors des réunions sur le PLU et qu'un engagement a été pris sur les zones maintenues urbanisables pour les desservir en assainissement collectif. Il demande quelle sera la position de la Commune si elle n'a plus les fonds pour réaliser ces travaux.

M. KINET indique son désaccord quant au chiffrage du coût des travaux de réfection de la Place Gambetta et de la Rue Nationale et à sa répartition entre le budget communal et celui de l'assainissement. Il regrette de n'avoir pas pu accéder aux factures payées et donc de ne pas avoir pu en vérifier les détails. Il se dit convaincu que certains postes ont été sous-estimés par l'entreprise dans leur affectation au budget d'assainissement et qu'ils auraient pu être triplés (pour au moins 100.000 €). Il précise que lors de la présentation des factures il aurait fallu demander à l'entreprise de les scinder en affectant plus de dépenses sur l'assainissement que sur la Commune (tranchées, revêtement, etc....) car les réseaux partent dans tous les sens sous la chaussée.

M. COEURDEUIL revient sur le discours de M. KINET relatif à l'opération comptable permettant de décharger le budget communal pour charger celui de l'assainissement aurait dû être réalisée en amont. Il s'étonne que M. KINET soit opposé au reversement de l'excédent de l'assainissement vers le budget communal car cela revient au même.

M. COLLAINE rappelle quant à lui à M. KINET que le reversement concerne l'excédent de fonctionnement et pas celui de l'investissement.

M. KINET en convient mais souligne que l'excédent moyen de 50.000 € des dix années précédentes aurait pu être transféré à la section d'investissement pour réalisation de travaux. Ce n'est qu'un artifice verbal.

M. COLLAINE souligne qu'il reste encore 500.000 € de crédits pour réaliser des travaux d'investissement.

M. KINET regrette qu'aucune étude n'ait été réalisée sur le chiffrage prévisionnel des travaux à réaliser dans l'avenir malgré ses demandes récurrentes. Il ne peut donc dire si 500.000 € suffiront.

M. VERDON fustige que jamais la commission des finances n'a validé les propositions budgétaires, il demande à ce que soit retiré cette affirmation sur l'ensemble des documents.

Madame PLANTON indique qu'elle supprimera cette information.

Mme TURINELLI indique que la Commission des Finances s'est réunie en même temps que le Conseil Municipal privé tenu en mars avec pour ordre du jour le DOB.

M. VERDON indique que la Commission des Finances aurait dû être réunie à part pour travailler sur les ROB et entériner les propositions. Il indique que l'ordre du jour ne précisait pas qu'il s'agissait d'une commission des finances mais précisément d'un Conseil Municipal Privé

Mme TURINELLI indique que la Commission des Finances s'est réunie en même temps que le Conseil Municipal privé tenu en mars avec pour ordre du jour le DOB.

Mme LEBERQUIER approuve l'intervention de M. VERDON.

Mme TURINELLI indique qu'un compte-rendu a été rédigé à la suite de cette réunion privée et diffusé auprès des Conseillers.

3- Budget du Service Public de l'Eau Potable

Section d'exploitation

M. PAZ demande comment est positionnée la Commune quant au prix de l'eau soumise à l'assainissement par rapport aux autres communes de même strate.

Mme PLANTON répond qu'elle n'a pas l'information mais qu'elle peut se la procurer auprès de l'Agence de l'Eau.

M. KINET revient sur l'excédent moyen de 50.000 € par an signalé dans le ROB et demande si la baisse de la taxe ne devrait pas être conseillée à la Commune pour l'adapter aux travaux d'investissement.

Section d'investissement

MM KINET et VERDON indiquent faire les mêmes remarques que pour les budgets précédents :

M. KINET s'insurge ensuite contre le transfert d'une partie de l'excédent d'exploitation des services publics de l'eau potable et de l'assainissement collectif vers le budget communal : "Aucun travail d'entretien des réseaux ou d'extension n'est réalisé depuis des années mais on ne pourra pas continuer ainsi encore longtemps. Les canalisations sont vétustes et sujettes à des fuites ce qui s'avère dommageable pour la nappe phréatique pour le réseau d'eau et pour l'environnement quand cela concerne le réseau d'assainissement. Alors, se priver de cet excédent de fonctionnement implique un non transfert vers l'investissement et donc le manque de ressources pour réaliser les travaux de chaque service. Et pour quelles raisons ces excédents devraient être affectés à des travaux de bâtiments ou autres qui n'ont rien à voir avec leur affectation initiale ? Si encore on affectait cet argent à l'amélioration du réseau pluvial (pour l'excédent d'assainissement), ce serait acceptable, mais pas pour financer n'importe quel autre projet du budget communal ! De plus, on en a pas discuté en Commission des Finances !"

Mme PLANTON répond que le C.G.C.T. prévoit ce transfert sans imposer une quelconque compétence particulière.

M. KINET la prie de vérifier ses informations avant de les attester. Il pense que le Trésorier va retoquer le budget communal. Il demande à Mme PLANTON de rester dans le cadre d'un conseil honnête auprès des élus. Il indique que la possibilité de reverser de l'excédent de fonctionnement du budget de l'assainissement vers le budget communal n'est permis que pour des travaux sur le réseau pluvial et pas pour n'importe quelle opération d'investissement.

Mme PLANTON revient sur les trois conditions cumulatives fixées par le Conseil d'Etat au reversement d'un excédent de fonctionnement d'un budget SPIC vers le budget principal de la commune de rattachement (CE, 9 avril 1999, Bandal):

- l'excédent dégagé au sein du budget SPIC doit être exceptionnel et ne saurait résulter de la fixation, à dessein, d'un prix trop élevé, destiné à faire financer par les usagers les dépenses du budget général de la collectivité de rattachement ;
- le reversement de l'excédent n'est possible qu'après affectation des plus-values nettes de cessions en investissement et après couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement ;
- enfin, le reversement n'est possible que si les excédents ne sont pas nécessaires au financement des dépenses d'investissement ou d'exploitation qui devraient être réalisées à court terme.

Elle confirme que l'équipe municipale considère que ces 3 conditions sont remplies pour chaque budget.

M. GAUTIER : "Le transfert de 1M€ des budgets des services publics de l'eau et de l'assainissement vers le budget communal n'impliquera-t-il pas l'impossibilité de réaliser des travaux sur les réseaux tels que ceux que nous avions prévus en début de mandat (restructuration du réseau et extension) ? Je rappelle que certains secteurs urbanisés ne sont pas desservis par le réseau d'assainissement collectif mais fonctionnent encore avec des installations autonomes (fosses septiques). Au PLU aussi des extensions sont prévues. Quel est le programme 2018 arrêté pour chaque service ?"

Mme PLANTON rappelle quelques chiffres des comptes administratifs 2017 notamment les excédents cumulés qui s'élèvent à 1.300.000 € pour l'eau et 940.000 € pour l'assainissement. Elle souligne que les excédents d'investissement subsisteront dans chacun des deux budgets et permettront la réalisation de travaux significatifs de réseaux et d'installations techniques.

M. KINET revient sur les travaux de réseaux à prévoir notamment pour les opérations de construction de 450 logements sociaux dans certains secteurs déterminés au PLU : "J'avais demandé dès le budget 2017 de confier à un bureau d'études un travail de recensement des besoins à venir en la matière et d'estimation des coûts, tout ceci pour prévoir l'évolution du village."

Mme PLANTON indique que dans le cadre de projets de constructions nouvelles une participation peut être demandée aux promoteurs ou aménageurs pour la réalisation de ce type de travaux. Elle précise d'autre part que la taxe d'aménagement des secteurs concernés peut également être majorée.

M. KINET demande qu'une étude soit menée sur les besoins de renforcement et d'extension de réseaux autant d'eau potable que d'assainissement en tenant compte des préconisations du PLU. Il souhaiterait un chiffrage et un descriptif afin de prendre en compte tous ces éléments pour l'élaboration des budgets, notamment quant au reversement des excédents sur le budget communal.

M. GAUTIER rappelle qu'une réunion a eu lieu précédemment avec la SEERC, délégataire des réseaux publics et M. Xavier GIRAUD pour la défense incendie pour travailler sur les extensions de réseaux à prévoir notamment pour la suppression des systèmes d'assainissement autonomes.

M. KINET indique que la Commission d'Urbanisme a déjà travaillé à ce propos lors des réunions sur le PLU et qu'un engagement a été pris sur les zones maintenues urbanisables pour les desservir en assainissement collectif. Il demande quelle sera la position de la Commune si elle n'a plus les fonds pour réaliser ces travaux.

M. KINET regrette qu'aucune étude n'ait été réalisée sur le chiffrage prévisionnel des travaux à réaliser dans l'avenir malgré ses demandes récurrentes. Il ne peut donc dire si 500.000 € suffiront.

M. VERDON fustige que jamais la commission des finances n'a validé les propositions budgétaires, il demande à ce que soit retiré cette affirmation sur l'ensemble des documents.

Madame PLANTON indique qu'elle supprimera cette information.

Mme TURINELLI indique que la Commission des Finances s'est réunie en même temps que le Conseil Municipal privé tenu en mars avec pour ordre du jour le DOB.

M. VERDON indique que la Commission des Finances aurait dû être réunie à part pour travailler sur les ROB et entériner les propositions. Il indique que l'ordre du jour ne précisait pas qu'il s'agissait d'une commission des finances mais précisément d'un Conseil Municipal Privé

Mme TURINELLI indique que la Commission des Finances s'est réunie en même temps que le Conseil Municipal privé tenu en mars avec pour ordre du jour le DOB.

Mme LEBERQUIER approuve l'intervention de M VERDON.

Mme TURINELLI indique qu'un compte-rendu a été rédigé à la suite de cette réunion privée et diffusé auprès des Conseillers.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité pour le budget principal (Commune) et à l'unanimité moins deux abstentions (MM. VERDON et KINET) pour les budgets annexes (eau potable et assainissement)

PREND ACTE que les débats d'orientations budgétaires 2018 pour chacun des trois budgets ont eu lieu conformément aux prescriptions précitées du C.G.C.T..

APPROUVE les Rapports d'Orientations Budgétaires en résultant.

- Bail du bureau de LA POSTE - Renouvellement

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que depuis des décennies le rez-de-chaussée de l'immeuble communal sis boulevard de la Liberté est loué à LA POSTE pour y abriter ses bureaux.

Il donne la parole à M. Olivier COLLAINE, Conseiller Municipal délégué aux Finances.

M. COLLAINE indique que le bail commercial en cours arrive à expiration au 30 avril 2018 et qu'un projet de renouvellement du bail a été proposé par LA POSTE. Il en donne lecture en précisant que, pour des raisons de praticité comptable (paiement par trimestre civil à échoir) la date du début de bail est fixée au 1er juillet 2018 au lieu du 1er mai 2018, LA POSTE restant redevable du paiement du loyer jusqu'à l'entrée en vigueur du bail renouvelé.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir l'autoriser à signer ledit renouvellement de bail commercial avec LA POSTE.

M. PAZ demande si un engagement a été pris par LA POSTE pour que le bureau perdure contrairement à beaucoup d'autres sur tout le territoire national.

M. SAULNIER indique qu'une réunion s'est tenue en Mairie en présence du Directeur départemental. Il précise que via l'Association des Maires de France, un accord a été signé duquel il ressort que le Maire a l'initiative d'accepter ou de refuser la fermeture d'un bureau de poste. Il informe l'assemblée que lors de cette réunion, le maintien du bureau a été demandé par ses soins avec en contrepartie un aménagement d'horaires et la possibilité de créer un dépôt dans le village pour les colis, les timbres, les petits retraits, ...

M. PAZ demande s'il s'agira d'un service minimum.

M. SAULNIER répond qu'il s'agira d'un aménagement d'horaires du même type que celui qui est appliqué actuellement.

M. FOURNEL demande si un commerçant sera chargé de tenir ce dépôt ou bien s'il sera organisé au sein de la mairie.

M. SAULNIER répond que l'installation dans la mairie nécessitant l'affectation d'un agent, cette formule n'a pas été retenue mais que par contre des pourparlers sont en cours avec les commerçants.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Olivier COLLAINE, Conseiller Municipal délégué aux Finances,

Après avoir pris connaissance des termes du renouvellement du bail commercial avec LA POSTE,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE le projet de renouvellement dudit bail commercial,

AUTORISE Monsieur le Maire à le signer,

- Participation communale 2018 aux frais de séjours scolaires pédagogiques, culturels, linguistiques

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, chaque année, des établissements scolaires extérieurs (BRIGNOLES essentiellement), fréquentés par des enfants domiciliés au VAL, sollicitent pour ces derniers une participation communale aux frais de séjours pédagogiques, linguistiques et culturels ou classes de découvertes.

Il rappelle que la Commune a alloué jusqu'à ce jour une participation de 50 € par élève pour des séjours d'une semaine ou plus et de 30 € pour des séjours plus courts.

Il demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur l'aide accordée pour 2018.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE d'allouer en 2018 une participation forfaitaire de 50 € par élève pour des séjours d'une semaine ou plus et de 30 € pour des séjours de plus courte durée.

INDIQUE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget (chapitre 65).

- Programmation d'un spectacle d'opérette (comédie musicale américaine "SHOW BOAT") - Contrat avec l'association "Place à l'Opéra" et tarifs

Monsieur le Maire rappelle qu'un spectacle d'opérette rencontrant un vif succès est organisé chaque été.

Il donne la parole à Mme Ingrid GAQUIERE, Adjointe déléguée à la Culture et aux Festivités ».

Mme GAQUIERE donne connaissance à l'assemblée d'un projet de contrat à signer avec l'association « Place à l'Opéra » en vue d'organiser sur la Commune, en juillet 2018, une comédie musicale américaine "SHOW BOAT". Le montant du contrat s'élève à 5.000 € TTC.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir l'autoriser à signer ledit contrat.

M. KINET déclare s'abstenir pour le vote sur le contrat à passer avec l'association "Place à l'Opéra" trouvant le montant trop élevé.

M. SAULNIER demande à M. KINET s'il était présent les années précédentes aux représentations.

M. KINET répond négativement et M. SAULNIER le déplore.

M. KINET estime que la Commune doit faire des économies.

M. PAZ intervient pour demander si la Culture sera encore le parent pauvre au niveau budgétaire.

M. COEURDEUIL indique que 45 personnes participent à des répétitions, se déplacent, participent au spectacle, sont déclarés et qu'en conséquence le montant de 5.000 € est loin d'être excessif.

M. KINET en convient mais persiste à penser que des économies doivent être faites.

M. PAZ rappelle que ce spectacle est payant et que les entrées viennent en déduction de ces 5.000 €.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Ingrid GAQUIERE, Adjointe déléguée à la Culture et aux Festivités »,

Après avoir pris connaissance des termes du contrat proposé par l'association « Place à l'Opéra »,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins une abstention : M. KINET

APPROUVE le projet de contrat,

AUTORISE Monsieur le Maire à le signer,

PRECISE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget communal 2018 (chapitre 011).

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que par délibération du 21 octobre 2015 la régie de recettes « activités culturelles et touristiques » est dénommée « activités culturelles ».

Par délibération du 26 avril 2016, les tarifs des spectacles de l'année ont été fixés. Il s'agit aujourd'hui de fixer ceux pour le spectacle « Place à l'Opéra » de 2018.

Il donne la parole à Mme Ingrid GAQUIERE, Adjointe déléguée à la Culture.

Mme GAQUIERE propose au Conseil Municipal de fixer la tarification des billets d'entrée au spectacle de comédie musicale américaine "SHOW BOAT" prévus en juillet 2018 comme suit :

- entrée adulte à 15 €
- entrée moins de 16 ans à 10 €

M. KINET estime que vu l'état des finances de la Commune et la période de restriction budgétaire, on devrait envisager une augmentation notable et propose de porter l'entrée à 20 €.

M. PAZ rappelle qu'en 2017 il avait déjà été décidé, après discussion en Commission de la Culture, de ne pas majorer les tarifs car l'accès à l'opéra n'est pas donné à tout le monde dans une Commune comme la notre où la population n'est pas très aisée dans sa majorité. Il précise que si l'affluence pouvait être constatée, les recettes produites par les entrées compenseraient presque en totalité la dépense et qu'ainsi, pour 500 €, on pourrait offrir un spectacle de qualité aux administrés. Il demande à tout le Conseil de se mobiliser pour faire une large publicité de l'évènement.

M. KINET dit être pour la Culture si elle est ouverte à tous.

M. SAULNIER rappelle que le montant de 5.000 € est inchangé depuis plusieurs années.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Ingrid GAQUIERE, Adjointe déléguée à la Culture,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins une abstention : M. KINET

CONSIDERANT l'avis conforme du comptable assignataire du 12 avril 2016 autorisant l'encaissement des droits d'entrée des spectacles par la régie de recettes « activités culturelles » ;

APPROUVE les tarifs proposés pour les droits d'entrée du spectacle « Place à l'Opéra » pour la comédie musicale américaine "SHOW BOAT";

PRECISE que l'encaissement des entrées sera effectué dans le cadre de la régie de recettes « activités culturelles » modifiée à cet effet

- Capture des chats errants - Convention avec la S.P.A. pour 2018

Monsieur le Maire indique que la S.P.A. se propose, pour l'année 2018, de continuer à mener sur la Commune une action déterminée en vue de lutter contre toute prolifération de la population féline errante sur le territoire communal.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE qui explique que les chats errants seront capturés, stérilisés et identifiés. Ainsi l'intérêt public local d'hygiène et de sécurité sera pris en considération à l'initiative et sous le contrôle de la S.P.A.

Il donne lecture de la convention proposée par la S.P.A. et précise qu'en contrepartie de ces prestations, la Commune devra verser à la S.P.A. une subvention de 800 € pour la capture de 20 chats sur l'année.

M. NAL demande si tous les chats capturés sont ramenés sur la Commune.

Mme TURINELLI répond affirmativement car prévu dans la convention.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins une abstention : M. KINET

ACCEPTE les termes de la convention proposée par la S.P.A. pour 2018,

ACCEPTE l'octroi d'une subvention de 800 € à la S.P.A. contre la capture de 20 chats errants et leur stérilisation sur l'année

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention.

PRECISE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget communal (chapitre 65).

PERSONNEL COMMUNAL

- Création d'emplois pour avancement de grade du personnel communal et suppression des emplois vacants

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, dans le cadre de la politique municipale visant à veiller au bon déroulement des carrières du personnel communal, il est souhaitable que les agents qui réunissent les conditions d'ancienneté dans leur grade et qui donnent satisfaction dans leur manière d'accomplir leurs missions, puissent bénéficier d'un avancement, ceci dans le respect des besoins des services et des crédits budgétaires. Il en est de même pour ceux ayant réussi un concours ou un examen.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission Communale chargée du Personnel Communal.

M. DEBAQUE informe l'assemblée que six agents peuvent bénéficier d'un avancement de grade suite à leur ancienneté dans leur grade actuel (un gardien-brigadier de police, un adjoint du patrimoine principal de 2^{ème} classe, trois adjoints techniques et un adjoint technique principal de 2^{ème} classe).

Le Conseil Municipal doit en conséquence se prononcer sur la suppression des emplois actuels et la création des nouveaux à compter du 1^{er} septembre 2018, soit :

Création :

- 1 Brigadier Chef Principal de Police
- 3 Adjoints Techniques Principaux de 2^{ème} classe
- 1 Adjoint Technique Principal de 1^{ère} classe
- 1 Adjoint du Patrimoine Principal de 1^{ère} classe

Suppression :

- 1 Gardien Brigadier de Police
- 3 Adjoints Techniques
- 1 Adjoint Technique Principal de 2^{ème} classe
- 1 Adjoint du Patrimoine Principal de 2^{ème} classe

M. KINET regrette que la Commission du Personnel n'ait pas été réunie pour statuer sur ces propositions. Il indique que le projet de délibération n'a pas été joint pour information à la convocation ni la liste des agents concernés.

M. SAULNIER indique que le projet de délibération n'a pas à être transmis mais que tous les éléments qui y figurent ont bien été transmis dans la note de synthèse.

M. DEBAQUE indique que la liste des agents concernés n'a pas encore été divulguée car le CDG doit la valider (ou pas).

M. KINET demande qui est le Conseiller Municipal délégué au CDG au titre de la Commission Administrative Paritaire chargée de traiter les propositions d'avancement, de promotion, etc...

M. DEBAQUE répond qu'il n'y en a pas.

M. COEURDEUIL demande quelles seraient les conséquences si les propositions de création de postes n'étaient pas votées à la majorité.

M. DEBAQUE répond qu'alors les demandes d'avancements de grade seraient rejetées.

M. KINET indique que seul l'argument de restriction des finances pourrait justifier un vote de rejet.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Christian DEBAQUE, Adjoint,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE la proposition de Monsieur le Maire quant à créer à compter du 1^{er} septembre 2018 les emplois permanents à temps complet suivants :

- 1 Brigadier Chef Principal de Police
- 3 Adjoints Techniques Principaux de 2^{ème} classe
- 1 Adjoint Technique Principal de 1^{ère} classe
- 1 Adjoint du Patrimoine Principal de 1^{ère} classe

et à **supprimer** à la même date les emplois suivants :

- 1 Gardien Brigadier de Police
- 3 Adjoints Techniques
- 1 Adjoint Technique Principal de 2^{ème} classe
- 1 Adjoint du Patrimoine Principal de 2^{ème} classe

INDIQUE que l'échelonnement indiciaire et la durée de carrière des agents nommés sur ces emplois seront fixés conformément à la réglementation en vigueur

CHARGE Monsieur le Maire de nommer les agents en question dans les conditions réglementairement fixées

PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Commune (chapitre 012)

- Création d'un emploi d'Adjoint d'Animation pour le service "Enfance-Jeunesse"

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que le service municipal "Enfance-Jeunesse-Scolaire" doit être pourvu d'un nouveau poste d'Adjoint d'Animation Territorial à temps complet.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission Communale chargée du Personnel Communal.

M. DEBAQUE informe l'assemblée qu'il est envisagé de créer un poste supplémentaire d'Adjoint d'Animation Territorial à temps complet pour le Service "Enfance-Jeunesse-Scolaire" vu les effectifs croissants pour les diverses activités en charge de ses agents.

Le Conseil Municipal doit en conséquence se prononcer sur la création de cet emploi permanent à temps complet à compter du 1^{er} mai 2018.

M. VERDON demande s'il s'agit d'une nouvelle embauche.

Mme GAQUIERE répond qu'il s'agit de pérenniser un contrat à durée déterminée.

M. FOURNEL demande si cette pérennisation intervient vu que le CDD ne peut plus être renouvelé.

M. DEBAQUE répond affirmativement.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Christian DEBAQUE, Adjoint,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE la proposition de Monsieur le Maire quant à créer à compter du 1^{er} mai 2018 un emploi permanent d'Adjoint d'Animation Territorial à temps complet,

INDIQUE que l'échelonnement indiciaire et la durée de carrière de l'agent nommé sur cet emploi seront fixés conformément à la réglementation en vigueur

CHARGE Monsieur le Maire de nommer l'agent en question dans les conditions réglementairement fixées

PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Commune (chapitre 012)

- Convention pour les examens psychotechniques groupés proposés par le Centre de Gestion pour l'année 2018

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante que le Centre de Gestion du Var, en application de l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, peut assurer toute tâche administrative concernant les agents des collectivités et établissements du département du Var qui le sollicitent.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Vice-Président de la commission du personnel communal, qui indique que le Centre de Gestion du Var propose aux collectivités et établissements qui en font la demande l'organisation des examens psychotechniques prévus aux articles 3 et 4 du décret 2006-1691 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des Adjoints Techniques Territoriaux.

Ces examens s'adressent donc exclusivement aux agents assurant à titre principal la conduite d'un véhicule dès lors qu'ils sont également titulaires du permis de conduire approprié en état de validité et détenant un des grades suivants :

- adjoint technique territorial qui peut être chargé de la conduite de véhicules de tourisme ou utilitaires légers
- adjoint technique territorial principal de 2^{ème} classe
- adjoint technique territorial principal de 1^{ère} classe pouvant assurer la conduite de Poids Lourds et Transports en commun

Chaque examen comprendra des tests destinés à donner un avis consultatif favorable ou défavorable et une grille récapitulative. Les résultats des tests réalisés seront adressés à la Collectivité. Toute inaptitude à la conduite devra être confirmée par un médecin agréé mandaté par la Collectivité.

Le marché a été conclu avec STRIATUM FORMATION le 1^{er} janvier 2016 pour une durée de 12 mois, dans la limite d'une durée totale du marché de 4 ans, et sous réserve des crédits disponibles.

Pour les collectivités et établissements affiliés qui ont signé la présente convention, les examens psychotechniques sont gratuits à raison de 5 prises en charge annuelles par collectivité.

Monsieur DEBAQUE indique que pour continuer de bénéficier de cette mesure il convient de signer la présente convention.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention relative aux séances d'examens psychotechniques groupées proposées par le Centre de Gestion pour l'année 2018 et concernant les Adjoints Techniques Territoriaux,

NOTE que, pour les collectivités affiliées au CDG et signataires de ladite convention, les examens psychotechniques sont gratuits à raison de 5 prises en charge annuelles par collectivité.

- Convention-cadre de partenariat avec le CNFPT PACA pour les formations 2018.

Une personne de l'assistance demandant la lecture de la convention proposée par le CNFPT, M. GAUTIER rappelle que tous les élus en ont bien pris connaissance et que si le public veut la lire elle pourrait être mise à sa disposition à l'accueil.

M. COEURDEUIL convient que le droit à la formation des salariés est une obligation pour l'employeur que ce soit dans le privé ou dans le public. Il indique que des appels d'offres doivent être lancés pour le choix de l'organisme de formation. Il souligne que le coût des prestations du CNFPT sont excessifs par rapport à leur qualité car d'autres organismes existent et sont bien plus performants. Il demande pourquoi la Commune serait pieds et poings liés vis à vis du CNFPT : "est-ce un dogme ou est-ce obligatoire ? Où est-il mentionné l'obligation de passer par le CNFPT ? En signant cette convention, on s'interdit de lancer un appel d'offres ensuite, on s'oblige à avoir recours au CNFPT ! Si demain un agent demande une formation, on sera obligé de passer par le CNFPT qui n'est pas l'organisme le plus qualifié à ce titre ; de plus les tarifs sont très élevés. Je voterai donc contre cette convention."

M. KINET : "L'obligation consiste seulement à cotiser au CNFPT. Si on passe par un bureau de contrôle, on paie plus cher que les tarifs du CNFPT. Lorsque la formation souhaitée par l'agent n'existe pas dans le catalogue du CNFPT et qu'on consulte des organismes privés, on s'aperçoit que les tarifs sont bien plus élevés. Nous ne sommes pas obligés de passer cette convention qui concerne des formations hors catalogue. D'ailleurs aucune formation n'a jamais été dispensée au titre de cette convention qui répond aux besoins de grandes communes."

Mme DONADEY propose de se renseigner sur cette convention avant de se prononcer et de renvoyer ce dossier à une prochaine réunion.

M. SAULNIER propose au Conseil Municipal de renvoyer cette question à une prochaine réunion.
Le Conseil Municipal accepte à l'unanimité le renvoi de cette question à une prochaine réunion.

- Protection fonctionnelle sollicitée par les agents du service communal de l'urbanisme

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que les quatre agents du service communal de l'urbanisme ont sollicité, par courrier recommandé individuel du 26 février 2018, la protection fonctionnelle de la Commune, dans le cadre de l'article 11 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifié portant droits et obligations des fonctionnaires.

Ces agents estiment avoir fait l'objet d'atteinte à leur intégrité suite à la parution dans le « Journal des Valois » n° 8 d'un article rédigé par l'opposition et signé de Messieurs Yves COEURDEUIL et Aymeric PAZ.

Monsieur le Maire rappelle que la Collectivité employeur est tenue d'accorder sa protection au fonctionnaire dans ce cas.

Il précise que cette protection consiste principalement à prendre en charge les frais d'avocat de l'agent.

D'autre part, il indique qu'une déclaration sera faite auprès de la SMACL, assureur de la collectivité, qui prendra en charge cette affaire au titre du contrat " responsabilité civile et protection juridique des agents ".

M. le Maire demande en conséquence au Conseil Municipal de se prononcer sur les demandes de protection fonctionnelle présentées par les 4 agents du service communal de l'urbanisme.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. le Maire,
Après en avoir délibéré,
A la majorité : 3 abstentions : Mme LEBERQUIER et MM. COEURDEUIL et PAZ,

ACCORTE d'accorder la protection fonctionnelle de la Commune à Monsieur Patrick ARCUCCI et à Mesdames Monique MICHEL, Magali ABBAS et Christine USOLET, agents communaux.

DEMANDE à Monsieur le Maire d'entreprendre toutes les démarches nécessaires à l'application de cette décision.

DIVERS

- Approbation des statuts de la Communauté d'Agglomération "Provence Verte"

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, et notamment son article 35 ;
VU l'arrêté n°41/2016-BCL de Monsieur le Préfet du Var du 5 juillet 2016 portant création de la Communauté d'agglomération de la Provence Verte ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L5216-5 ;

VU la délibération n° 2017-240 relative aux projets de statuts de la Communauté d'agglomération adoptés par le Conseil communautaire du 11 décembre 2017 ;

VU la délibération n° 2017-241 du Conseil communautaire du 11 décembre 2017 relative à la définition de l'intérêt communautaire ;

CONSIDERANT qu'il convient de clarifier l'exercice des compétences telles qu'indiquées dans l'article 4 de l'arrêté préfectoral portant création de la Communauté d'Agglomération ;

CONSIDERANT que, par conséquent, la Communauté d'Agglomération doit adopter ses statuts et arrêter ses compétences ;

CONSIDERANT que certaines compétences obligatoires ou optionnelles ont nécessité d'en préciser l'intérêt communautaire afin de définir la ligne de partage entre les compétences communales et les compétences communautaires ;

Monsieur le Maire informe l'assemblée que, par délibération n° 2017-240 du 11 décembre 2017, le Conseil communautaire propose aux communes membres d'adopter les statuts de la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Arès avoir entendu l'exposé de M. le Maire et en avoir délibéré,

A l'unanimité moins une abstention : M. VERDON,

APPROUVE les projets de statuts de la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte adoptés par le Conseil communautaire le 11 décembre 2017, tels qu'annexés.

- Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations données par le Conseil Municipal

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibérations du Conseil Municipal n° 2014/025 du 24 avril 2014 et du 20 juin 2014,

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ces délégations,

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante avoir pris, depuis le 22 janvier 2018, date de la dernière réunion du Conseil Municipal, les décisions suivantes dans le cadre de ses délégations.

n° 01/2018	02/02/2018	Décision d'attribution du marché de fourniture et de pose de jeux d'enfants au jardin des Gorguettes - QUALICITE	24 217,80 € HT
n° 02/2018	02/02/2018	Décision d'attribution du marché de travaux de remplacement des menuiseries extérieures de plusieurs bâtiments communaux - MENUISERIE ALU REGINA	11 405,42 € H.T.
n° 03/2018	06/02/2018	Décision d'attribution du marché de fourniture et de maintenance des moyens concourant à la sécurité incendie des bâtiments et des véhicules de la commune du Val - PRO FEU SECURITE	1 719,66 € H.T.
n° 04/2018	08/02/2018	Contrat d'entretien des espaces verts Année 2018 ADAPEI	16 200,00 € H.T.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

PREND ACTE des décisions prises par Monsieur le Maire, depuis le 22 janvier 2018, dans le cadre des délégations qui lui ont été accordées.

-Questions écrites

NEANT

-Questions orales

NEANT

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire lève la séance à 22h00.

LE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTE A LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE APRES APPROBATION LORS DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.

La Secrétaire,

Jacqueline TURINELLI



LE MAIRE,

Bernard SAULNIER

